

[Text]

We believe industry and governments have reacted to this serious issue in a manner unprecedented in the environmental arena. This is particularly true considering the global nature of the problem and some of the hurdles we have faced. We have not completely solved this problem but we have a clear plan and commitment as to how and where we have to go. This issue may be viewed historically as a watershed global problem dealt with responsibly by all concerned. It would be positive to see more issues resolved in a similar manner.

In closing I would just like to reiterate some of the recommendations we put before the standing committee today, and remind you that we're committed to move away from CFCs. We recommend that the Government of Canada, in conjunction with the provinces, endorse, approve and implement the national action plan.

We also recommend that the Government of Canada enact regulations mandating reuse, recovery, recycle and training for service personnel handling refrigerants on a national basis.

We have developed an excellent working relationship with Environment Canada, many of the provincial environment ministries across the country, and have responded to all provincial requests for stakeholder comments. Unfortunately not all provinces have prepared legislation, and we continue to work with them to demonstrate the need for quick action.

This is a recognized global issue, not simply a provincial or national one, and we must have co-ordinated efforts by both levels of governments involved to accomplish the goal at hand. Thank you very much.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Heeley. We have about half an hour. I know members want to raise questions with our witnesses. I think Mr. Heeley's last comments with respect to specific recommendations is very helpful to us, because as I read our original report with its recommendations, I think you are now suggesting we should ratchet up, so to speak, or become more specific in terms of implementing the move toward reuse, recycle, reduce that you put on the table earlier.

I think that's extremely helpful to us. I note that Manitoba, Mr. Clark's province, has already moved on that. I assume since you have referred to no other, Manitoba is the only province or jurisdiction so far to have done so. I see you nodding yes.

We're open to questions. We are going to try to vary it to go around. I perhaps should begin with the government side first. Mr. Clark, since Manitoba is mentioned, you're welcome to start.

[Translation]

Nous croyons que la réaction de l'industrie et des gouvernements dans ce dossier très important est sans précédent dans le domaine de l'environnement. C'est particulièrement vrai si l'on tient compte de l'envergure mondiale du problème et de certains obstacles qu'il a fallu surmonter. Nous n'avons pas encore complètement résolu ce problème, mais nous avons un plan bien établi et un engagement quant aux objectifs à atteindre et quant à la façon de les atteindre. Ce dossier sera vraisemblablement considéré comme un point tournant par les historiens de l'avenir; il s'agit en effet d'un problème mondial qui a amené tous les intéressés à assumer leurs responsabilités. Si d'autres problèmes pouvaient être réglés d'une manière semblable, ce serait un acquis positif.

En terminant, je voudrais réitérer les recommandations que nous avons faites aujourd'hui devant le comité permanent et vous rappeler que nous avons pris l'engagement de nous débarrasser des CFC. Nous recommandons que le gouvernement du Canada, de concert avec les provinces, appuie et mette en oeuvre le plan d'action national.

Nous recommandons également que le gouvernement du Canada prenne des règlements en vue de rendre obligatoires la récupération, le recyclage et la réutilisation des produits réfrigérants, ainsi que la formation des préposés au service après-vente à l'échelle nationale.

Nous avons établi d'excellentes relations de travail avec Environnement Canada, avec beaucoup de ministères provinciaux de l'Environnement d'un bout à l'autre du pays, et nous n'avons pas hésité à répondre à chaque fois que les provinces invitaient les intervenants à faire connaître leur point de vue. Malheureusement, ce ne sont pas toutes les provinces qui ont élaboré une législation à cet égard et nous continuons de travailler de concert avec les autorités provinciales afin de démontrer la nécessité d'agir de façon urgente.

Il est notoire qu'il s'agit d'un problème planétaire, et non simplement provincial ou national. En conséquence, les deux paliers de gouvernement doivent conjuguer leurs efforts pour accomplir la tâche qui nous attend. Je vous remercie beaucoup.

**Le président:** Merci, monsieur Heeley. Il nous reste à peu près une demi-heure. Je sais que les députés veulent poser des questions à nos témoins. Je crois que les dernières observations de M. Heeley portant sur des recommandations précises nous seront très utiles car si je me reporte à notre rapport original et à ses recommandations, il me semble que vous dites maintenant que nous devrions nous attarder sur des points de détail, c'est-à-dire faire des recommandations plus précises concernant la réutilisation, le recyclage, enfin tout ce que vous nous avez exposé tout à l'heure.

Je crois que tout cela nous est extrêmement utile. Je constate qu'au Manitoba, la province de M. Clark, on a déjà pris des mesures en ce sens. Puisque vous n'avez parlé d'aucune autre province, je suppose que le Manitoba est la seule province à l'avoir fait. Je vois que vous hochez la tête affirmativement.

Nous allons donc passer aux questions. Je vais essayer de varier l'ordre. Je devrais peut-être commencer par les députés ministériels. Monsieur Clark, puisqu'on a parlé du Manitoba, vous avez la parole.